

Art. 2. In voornoemd besluit wordt een artikel 54, § 5, ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 54, § 5. De jaarlijkse envelop toegekend voor 1991 krachtens de bepalingen van dit besluit, met uitzondering van de toelage verleend op basis van artikel 55, § 3, wordt met 0,33 % vermeerderd. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Brussel, 4 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Fr. GUILLAUME

De Minister-Voorzitter, belast met de Begroting,

V. FEAUX

F. 92 — 272

[S-C — 29785]

**9 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
régulant l'agrément et la subvention des Services d'Aide aux activités de la vie journalière**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 59 bis, § 1er, de la Constitution;

Vu la loi du 28 juin 1968 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 9, § 4, alinéa 3;

Vu l'avis de l'inspection des finances en date du 3 septembre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 9 septembre 1991;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération de l'Exécutif du 9 septembre 1991,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° personne handicapée : toute personne ayant une déficience physique grave qui, au moment de son inscription dans un service est âgée de 18 ans au moins et de 60 ans au plus, est domiciliée en Belgique sans interruption depuis 5 ans au moins et nécessite une aide dans les activités de la vie journalière pour vivre de manière autonome, qu'elle habite seule ou en famille;

2° Activités de la Vie journalière : les activités que la personne handicapée ne peut accomplir sans aide en raison de son handicap physique et qui doivent être accomplies dans un délai raisonnable pour que le bénéficiaire puisse mener une vie autonome;

3° service AVJ : service fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et qui, à partir d'un centre AVJ, fournit, à la demande de la personne handicapée et à son domicile ou à sa résidence, une aide pour pallier son incapacité fonctionnelle d'accomplir les actes de la vie journalière, sans que cette aide consiste en une intervention psychosociale, médicale ou thérapeutique. Le domicile ou résidence de la personne handicapée se situe dans un logement adapté, intégré dans le quartier à une distance en principe de moins de 500 m du centre AVJ;

4° centre AVJ : local central du service où la demande d'assistance est adressée et qui constitue le lieu de coordination de l'aide;

5° usager des services AVJ : la personne handicapée inscrite et bénéficiant du service AVJ;

6° le Ministre : le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions.

CHAPITRE II. — Autorisation préalable et agrément

Section 1. — Autorisation préalable

Art. 2. L'autorisation préalable peut être délivrée si le service satisfait aux conditions suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif dont le conseil d'administration comprend au moins 50 % de personnes handicapées;

2° fournir la preuve que le service répond à un besoin réel au moyen d'une liste de candidats de personnes handicapées avec mention de leur sexe et de leur âge;

3° avoir des perspectives réelles de devenir un service comptant au minimum dix et au maximum quinze personnes handicapées.

Section 2. — Agrément

Art. 3. Pour être agréés, les services d'aide à la vie journalière doivent se conformer aux conditions suivantes :

1° être constitués sous la forme d'une association sans but lucratif dont le conseil d'administration comprend au moins 50 % de personnes handicapées;

2° disposer d'un centre AVJ qui est accessible aux résidents et qui est équipé d'un système d'appel qui assure la liaison avec l'habitation des personnes handicapées. Ce système d'appel doit fonctionner de telle manière qu'une liaison puisse être établie à tout moment;

3° produire au moins dix conventions de prestation de services;

4° les logements pour les personnes handicapées doivent être adaptés à leur handicap;

5° les logements ont un caractère privatif et sont intégrés dans un quartier d'habitat;

6° les logements sont accessibles à partir du centre AVJ dans un délai raisonnable;

7° les logements pour personnes handicapées ne peuvent en aucun cas être reconnus comme tels de l'extérieur au moyen de signes distinctifs (logo, plaque d'identification, ...);

8° s'engager à participer à toute forme d'évaluation décidée par le Ministre;

9° Toute personne qui, à quel que titre que ce soit, concourt à l'exécution du présent arrêté, doit respecter les convictions religieuses, idéologiques et philosophiques des bénéficiaires. Tous les membres du personnel du service sont tenus d'observer les règles du secret professionnel, l'intimité de la personne handicapée et le caractère privé de l'habitation. Cette obligation doit être clairement stipulée dans le contrat d'emploi.

Art. 4. § 1er. Le service adresse sa demande d'agrément à l'administration, sous pli recommandé, en y joignant toutes les pièces attestant qu'il est satisfait aux conditions prévues à l'article 5.

La demande sera en outre accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° un plan de localisation des logements et du centre de service AVJ;

2° le nom du responsable du service, ainsi qu'une copie certifiée conforme de ses diplômes et un certificat récent de bonnes vie et moeurs;

3° une copie des statuts parus au *Moniteur belge*.

§ 2. La décision du Ministre est notifiée au demandeur. En cas de refus d'agrément, la décision est motivée.

§ 3. L'agrément est accordé pour une période déterminée de maximum 2 ans. Il peut être renouvelé pour une durée égale ou inférieure.

A la demande du service, il est automatiquement renouvelé, sauf si l'une des conditions d'agrément n'est plus respectée. Une mise en demeure, par pli recommandé, adressée au service indique les points litigieux.

La demande de renouvellement doit être introduite au moins six mois avant l'expiration de la période précédente.

Le service reste agréé provisoirement jusqu'à ce qu'il soit statué sur cette demande.

§ 4. L'agrément du service peut être retiré si l'une des conditions fixées pour son agrément n'est plus observée.

La décision ministérielle de retrait de l'agrément est motivée et notifiée par lettre recommandée au service ou au pouvoir organisateur qui gère l'institution.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement du service*

Art. 5. Pour pouvoir être agréé, le service doit répondre aux conditions suivantes de fonctionnement :

1° on doit pouvoir faire appel à tout moment à l'assistance AVJ via le système d'appel. L'assistance est uniquement fournie à la demande de la personne handicapée. L'assistant AVJ ne peut pénétrer dans l'habitation du bénéficiaire qu'à sa demande expresse ou en cas de danger imminent;

2° pour pouvoir être inscrites dans un service AVJ, les prestations d'aide AVJ doivent être comprises entre sept heures par semaine au moins et trente heures au plus par bénéficiaire. Le service AVJ détermine lui-même, au moyen d'une liste des besoins en AVJ et en tenant compte des dispositions du présent arrêté, quelles sont les personnes handicapées qui répondent à ces dispositions;

3° lors de l'inscription de la personne handicapée au service, il est conclu une convention de prestations de service;

4° l'assistance AVJ ne peut donner lieu à aucune demande d'indemnité de la part du service. Une cotisation forfaitaire maximale de 1 000 francs par mois peut être perçue.

Art. 6. Chaque année avant le 31 mars, le service transmet à l'administration compétente :

1° un rapport des activités de l'année civile écoulée dont la forme et le contenu sont fixés par le Ministre ayant les Affaires sociales dans ses attributions;

2° un relevé des recettes et dépenses et un budget approuvés par les organes compétents du service, mentionnant les subventions allouées par d'autres organismes publics ou privés.

CHAPITRE IV. — *Subventionnement*

Art. 7. Dans la limite des crédits budgétaires, un subside destiné à couvrir les frais de fonctionnement et de personnel peut être accordé, déduction faite des interventions d'autres organismes publics ou privés dans les coûts du service AVJ.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 9 septembre 1991.

Bruxelles, le 9 septembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

N. 92 — 272

[C — 29785]

9 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor hulpverlening voor de activiteiten van het dagelijks leven

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 59bis, § 1, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, onderheid op artikel 9, § 4, lid 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 3 september 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 9 september 1991;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid;
Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 9 september 1991 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, moet verstaan worden onder :

1° gehandicapte : iedere persoon met een zware lichamelijke handicap die, op het ogenblik van zijn inschrijving in een dienst, ten minste 18 jaar en ten hoogste 60 jaar oud is, die ten minste sedert 5 jaar zonder onderbreking in België zijn woonplaats heeft en die een hulpverlening voor de activiteiten van het dagelijks leven nodig heeft om zelfstandig te leven, ongeacht of hij alleen of in een familiekring woont;

2° activiteiten van het dagelijks leven : de activiteiten die de gehandicapte wegens zijn lichamelijke handicap niet kan verrichten zonder iemands hulp en die moeten verricht worden binnen een redelijke tijd om het de begunstigde mogelijk te maken een zelfstandig bestaan te leiden;

3° « AVJ »-dienst : dienst die 24 uren op 24 en 7 dagen op 7 werkt en die vanuit een « AVJ »-centrum, op verzoek van de gehandicapte, hem in zijn woonplaats of in zijn verblijfplaats hulp verleent om zijn functionele ongeschiktheid tot het verrichten van daden van het dagelijks leven te verhelpen, zonder dat deze hulpverlening een psycho-sociaal, medisch of therapeutisch optreden is. De gehandicapte heeft als woon- of verblijfplaats een aangepaste woning die in de wijk geïntegreerd is, in principe op minder dan 500 meter van het « AVJ »-centrum.

4° « AVJ »-centrum : centraal lokaal van de dienst waartoe men zich richt om hulp te vragen en dat de coördinatieplaats voor hulpverlening is;

5° gebruiker van de « AVJ »-diensten : de gehandicapte die ingeschreven is en gerechtigd is tot de « AVJ »-dienst;

6° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Zaken behoren.

HOOFDSTUK II. — Voorafgaande machtiging en erkenning

Afdeling 1. — Voorafgaande machtiging

Art. 2. De voorafgaande machtiging kan worden verleend indien de dienst aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, waarvan de raad van bestuur uit ten minste 50 % van gehandicapten bestaat;

2° aan de hand van een lijst van aanvragers voor gehandicapten, met vermelding van hun geslacht en hun leeftijd, het bewijs leveren dat de dienst aan een werkelijke behoefte beantwoordt;

3° werkelijke toekomstmogelijkheden hebben om een dienst te worden die ten minste tien en ten hoogste vijftien gehandicapten telt.

Afdeling 2. — Erkenning

Art. 3. Om erkend te worden, moeten de diensten voor hulpverlening voor het dagelijks leven aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, waarvan de raad van bestuur uit ten minste 50 % van gehandicapten bestaat;

2° beschikken over een « AVJ »-centrum dat toegankelijk is voor de bewoners en dat beschikt over een oproepsysteem in verbinding met de woning van de gehandicapten. Dit oproepsysteem moet derwijze werken dat men op elk ogenblik in verbinding kan komen;

3° ten minste tien overeenkomsten voor dienstprestaties voorleggen;

4° de woningen voor de gehandicapten moeten aangepast zijn aan hun handicap;

5° de woningen moeten een privaat karakter hebben en in een woonwijk geïntegreerd zijn;

6° het moet mogelijk zijn in een redelijke tijdsspanne vanuit het « AVJ »-centrum toegang tot de woningen te hebben;

7° in geen geval is het toegelaten de woningen voor gehandicapten als dusdanig van buiten uit door herkenningstekens te onderscheiden (logo, identificatieplaat, ...);

8° zich ertoe verbinden deel te nemen aan elke vorm van evaluatie die door de Minister wordt bepaald;

9° iedereen die, in welke hoedanigheid ook, medewerkt aan de uitvoering van dit besluit, moet de religieuze, ideologische en filosofische overtuigingen van de begunstigten eerbiedigen.

Al de personeelsleden van de dienst zijn ertoe verplicht de regels inzake beroepsgeheim, de intimiteit van de gehandicapte en de privacy van de woning te eerbiedigen. Deze verplichting moet klaar en duidelijk in de arbeidsovereenkomst worden aangestipt.

Art. 4. § 1. De dienst stuurt bij aangetekende brief zijn aanvraag tot erkenning naar de administratie en voegt er alle stukken bij waarbij wordt bevestigd dat voldaan wordt aan de in artikel 5 bepaalde voorwaarden.

Bovendien worden volgende documenten en inlichtingen bij de aanvraag gevoegd :

1° een plan voor de localisatie van de woningen en het centrum voor « AVJ »-dienst;

2° de naam van de verantwoordelijke voor de dienst, alsmede een voor eensluidend verklaard afschrift van zijn diploma's en een recent getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

3° een afschrift van de statuten verschenen in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Van de beslissing van de Minister wordt aan de aanvrager kennis gegeven. Indien de erkenning wordt geweigerd, wordt de beslissing met redenen omkleed.

§ 3. De erkenning wordt voor een bepaalde periode van ten hoogste 2 jaar toegekend. Zij kan voor een gelijke of kortere duur hernieuwd worden.

Op verzoek van de dienst, wordt zij automatisch hernieuwd, behoudens indien een van de erkenningsvoorwaarden niet meer wordt nageleefd. Een aanmaning wordt dan bij aangetekende brief aan de dienst gericht. In deze aanmaning worden de twistpunten vermeld.

De aanvraag tot hernieuwing moet ten minste zes maanden vóór het verstrijken van de vorige periode ingediend worden.

De dienst blijft voorlopig erkend tot op het ogenblik dat over deze aanvraag uitspraak wordt gedaan.

§ 4. De erkenning van de dienst kan ingetrokken worden indien een van de voor zijn erkenning gestelde voorwaarden niet meer wordt nageleefd.

De ministeriële beslissing tot intrekking van de erkenning wordt met redenen omkleed en bij aangetekende brief ter kennis gebracht van de dienst of van de inrichtende macht die de instelling beheert.

HOOFDSTUK III. — *Werking van de dienst*

Art. 5. Om erkend te kunnen worden, moet de dienst aan de volgende werkingsvoorwaarden voldoen :

1° op elk ogenblik moet men een beroep op de « AVJ »-hulpverlening kunnen doen via het oproepsysteem. Hulp wordt enkel en alleen verleend op verzoek van de gehandicapte. De « AVJ »-hulpverlener mag de woning van de begunstigde slechts op zijn uitdrukkelijk verzoek of in geval van dreigend gevaar betreden.

2° om ingeschreven te mogen zijn in een « AVJ »-dienst, moet de duur van de prestaties voor « AVJ »-hulpverlening begrepen zijn tussen ten minste zeven uur en ten hoogste dertig uur per week en per begunstigde. De « AVJ »-dienst zelf duidt, op basis van een lijst van de « AVJ »-behoeften en rekening houdend met de bepalingen van dit besluit, de gehandicapten aan die aan deze bepalingen beantwoorden;

3° bij de inschrijving van de gehandicapte in de dienst, wordt een overeenkomst voor dienstprestaties gesloten;

4° « AVJ »-hulpverlening mag tot geen enkele aanvraag tot vergoeding vanwege de dienst aanleiding geven. Een maximale forfaitaire bijdrage van 1 000 frank per maand mag worden geëist.

Art. 6. Elk jaar, vóór 31 maart, stuurt de dienst aan de bevoegde administratie :

1° een verslag over de activiteiten van het verlopen kalenderjaar, waarvan de vorm en de inhoud worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Zaken behoren;

2° een opgave van de ontvangsten en uitgaven en een begroting, goedgekeurd door de bevoegde organen van de dienst, met vermelding van de toelagen toegekend door andere openbare of private instellingen.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidiëring*

Art. 7. Binnen de perken van de begrotingskredieten, kan een subsidie om de werkings- en personeelskosten te dekken worden toegekend, na aftrek van de tegemoetkomingen van andere openbare of private instellingen in de kosten van de « AVJ »-dienst.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 9 september 1991.

Brussel, 9 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

F. 92 — 273 (91 — 2923)

3 JUILLET 1991. — Décret fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des fédérations sportives et des organes de coordination. — Errata

Dans le *Moniteur belge* n° 205 du 18 octobre 1991 :

Page 23353, à l'article 1er, 3e ligne, il faut lire « délassement » au lieu de « déclassement ».

Page 23356, à l'article 25, 2e ligne, il faut lire « à l'article 18 » au lieu de « par l'article 18 ».

VERTALING

N. 92 — 273 (91 — 2923)

3 JULI 1991. — Decreet tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de sportfederaties en de coördinatieorganen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 205 van 18 oktober 1991, in de Franse tekst :

Bladzijde 23353, in artikel 1, 3e regel, leze men « délassement » in plaats van « déclassement ».

Bladzijde 23356, in artikel 25, 2e regel, leze men « à l'article 18 » in plaats van « par l'article 18 ».

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 274

[S-C — 29604]

14 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le nombre et les dates des sessions du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignements secondaires inférieurs général, technique, artistique et professionnel). — Année 1992

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire;